

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 577

[C — 2007/27021]

18 JANVIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création de l'équipe interne Walcomfin de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions, notamment les articles 50, § 2, et 71;

Vu les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991;

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu l'arrêté royal du 18 mars 2004 reportant, en ce qui concerne la Région wallonne, l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement wallon;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 décembre 2006;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 décembre 2006;

Vu le protocole n° 473 du Comité de secteur XVI, établi le 22 décembre 2006;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant la déclaration de politique régionale prévoyant la mise en place d'un seul modèle comptable et budgétaire pour la Communauté française et la Région wallonne avec les implications informatiques que cela induit;

Considérant l'état d'avancement des travaux préparatoires de la réforme de la comptabilité publique, appelé projet Walcomfin, et sa conformité avec les règles essentielles du Système européen des comptes nationaux et régionaux de la Commission (le SEC);

Considérant l'obligation d'établir des statistiques et des comptes, en suivant la méthodologie du SEC, et la nécessité d'automatiser ce rapportage;

Considérant la prochaine entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales de la nouvelle comptabilité publique;

Considérant qu'il importe de créer une cellule d'encadrement pour rendre Walcomfin opérationnel et de mettre du personnel et des moyens à sa disposition;

Sur proposition du Ministre du Budget et des Finances;

Après délibération,

Arrête :

Section 1^{re}. — Constitution et missions

Article 1^{er}. Il est institué auprès du Gouvernement wallon une cellule, dénommée ci-après l'équipe interne de Walcomfin, chargée de l'assister dans la mise en place, au sein des services généraux de la Région, de la nouvelle comptabilité publique.

Elle est placée directement sous l'autorité du Ministre du Budget et des Finances.

Le Gouvernement wallon décidera de la date de fin de la cellule par arrêté.

Art. 2. § 1^{er}. L'équipe interne de Walcomfin fait partie de la structure d'exécution du projet dont l'organigramme figure en annexe.

§ 2. Le chef de projet coordinateur de l'équipe interne de Walcomfin est chargé notamment des missions particulières suivantes :

a) l'assistance à la mise en place de l'équipe interne et sa direction administrative et fonctionnelle;

b) la fixation du champ d'application de la nouvelle comptabilité publique et des lignes directrices pour la préparation des textes décrets et réglementaires ainsi que des cahiers des charges des marchés publics, dont celui d'acquisition du nouveau système informatique Walcomfin;

c) la proposition de décisions, l'information et le rapportage du suivi et de l'évolution des différentes phases d'avancement du projet aux Comités de pilotage;

d) l'application des décisions des Comités de pilotage;

e) la recherche et l'impulsion de synergies, entre la Région wallonne et la Communauté française, dans tous les domaines intéressant le projet;

f) sous l'autorité directe du Ministre du Budget et des Finances et dans le cadre général de la réforme de la comptabilité publique, la représentation du Gouvernement wallon aux discussions d'intérêt commun à toutes les entités de l'Etat belge;

g) lors de la phase d'intégration de la solution logicielle et selon les objectifs stratégiques et opérationnels validés par les Comités de pilotage, la responsabilité :

- du maintien du projet dans son périmètre prédéfini;
- du respect du calendrier établi – planning et délai final;
- de l'utilisation du budget et, notamment, de la vérification des prestations de l'équipe externe (consultant, intégrateur, développeur) avec les clauses contractuelles;
- la convocation et de la conduite des réunions du Comité de gestion, chargé de la gestion journalière du projet;
- de la gestion des situations problématiques;
- de la formation spécifique au nouveau système;
- de la gestion du changement.

§ 3. Sous l'autorité fonctionnelle et la direction du chef de projet coordinateur, les missions générales de l'équipe interne de Walcomfin sont les suivantes :

- a) la rédaction des avant-projets de législations et de règlements;
- b) l'étude préliminaire visant au choix de procédures de marchés publics et l'élaboration des cahiers des charges;
- c) l'accomplissement des tâches administratives, juridiques, d'information et de contrôle nécessaires à l'implantation du nouveau système comptable et budgétaire au sein des services;
- d) la formulation de recommandations et l'animation d'activités pour gérer le changement;
- e) l'organisation de la formation spécifique au nouvel outil et la formation en comptabilité.

Art. 3. Le chef de projet coordinateur fait rapport périodiquement sur l'exécution des missions aux organes décisionnels du projet Walcomfin et trimestriellement au Ministre du Budget et des Finances.

Section 2. — Composition, modalités de recrutement et désignation

Art. 4. § 1^{er}. Le chef de projet coordinateur est désigné par le Gouvernement wallon.

§ 2. Outre le chef de projet coordinateur visé au § 1^{er}, le personnel de l'équipe interne de Walcomfin comprend :

- a) un chef de projet adjoint de niveau 1;
- b) un juriste de niveau 1;
- c) 1° un économiste de niveau 1 ou 2° un gradué en comptabilité de niveau 2+;
- d) un (une) secrétaire de direction de niveau 2+.

§ 3. Peuvent postuler aux emplois visés au § 2 :

1° les agents des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

2° les membres du personnel contractuel des services du Gouvernement wallon ou des organismes d'intérêt public soumis au décret du 22 janvier 1998 précité, qui bénéficient d'un contrat à durée indéterminée.

A défaut de candidatures ou de candidatures valables parmi les personnes visées aux 1° et 2°, il peut-être fait appel à du personnel recruté à l'extérieur.

Les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin visés au § 2, sont soumis à une période d'essai de six mois.

§ 4. Les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin visés au § 2, sont désignés par le Gouvernement wallon, sur proposition de la commission de sélection, visée au § 5.

§ 5. La commission de sélection des agents est présidée par un représentant du Ministre du Budget et des Finances et composée d'un représentant du Ministre - Président, d'un représentant des Ministres Vice - Présidents, d'un représentant du Ministre de la Fonction publique, d'un Inspecteur des Finances et du chef de projet visé au § 1^{er}, sauf en cas de remplacement de celui-ci auquel cas la commission sera étendue à une personne reconnue pour ses compétences en matière de comptabilité publique.

La commission classe les personnes candidates en deux catégories selon qu'elles sont aptes ou pas pour la fonction et transmet son classement motivé au Ministre du Budget et des Finances.

Section 3. — Allocations et indemnités

Art. 5. Les traitements des personnes désignées par le Gouvernement wallon sont à charge du budget de la Région wallonne.

Art. 6. § 1^{er}. Il est alloué aux membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin, qui ne font pas partie du personnel des services du Gouvernement wallon ou plus généralement de tout service public, une allocation tenant lieu de traitement fixée dans les échelles ci-après, applicables au personnel des Ministères :

- chef de projet coordinateur : échelle A3;
- chef de projet adjoint : échelle A4;
- juriste et économiste : échelle A6 ou A5;
- secrétaire de direction et gradué en comptabilité : échelles B3, B2 ou B1.

Les membres de personnel de niveau 2+, visés à l'article 4, § 2, bénéficient d'un supplément d'allocation équivalent aux allocations de cabinet prévues pour un membre du personnel d'exécution ou pour un attaché à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

§ 2. Les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire promérite pouvant leur être accordée correspond à l'ancienneté cumulée qu'ils ont acquise dans le secteur public, majorée, s'il échet, de la durée des prestations accomplies dans le secteur privé à concurrence de 6 ans maximum.

§ 3. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre - Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués à l'équipe interne de Walcomfin, le Ministre du Budget et des Finances peut majorer les allocations tenant lieu de traitement dont question au présent article.

Art. 7. § 1^{er}. Les personnes visées à l'article 4, § 2, qui ont déjà la qualité d'agent, telle que définie à l'article 4, § 3, 1^o, sont mises à la disposition de l'équipe interne de Walcomfin conformément à l'article 445 du Code de la Fonction publique.

§ 2. Les personnes visées à l'article 4, § 2, qui sont des membres du personnel contractuel tel que défini à l'article 4, § 3, 2^o, pourront bénéficier, pour faire partie de l'équipe interne de Walcomfin, d'une suspension conventionnelle de leur contrat de travail à durée indéterminée conformément aux dispositions de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail.

Art. 8. § 1^{er}. Il est accordé aux membres du personnel des services du Gouvernement mis à la disposition ou détachés dans l'équipe interne de Walcomfin, un supplément d'allocation dont le montant annuel est fixé à l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon et déterminé comme suit :

1^o le chef de projet coordinateur visé à l'article 4, § 1^{er}, : allocation équivalente à celle prévue pour un chef de cabinet adjoint;

2^o le chef de projet adjoint visé à l'article 4, § 2, : allocation équivalente à celle prévue pour un conseiller;

3^o les agents de niveau 1 visés à l'article 4, § 2, : allocation équivalente à l'allocation de cabinet prévue pour un attaché ou un secrétaire particulier;

4^o les autres membres du personnel visés à l'article 4, § 2, : allocation équivalente à celle prévue pour un membre de personnel d'exécution ou un attaché.

Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre - Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués à l'équipe interne de Walcomfin, le Ministre du Budget et des Finances peut majorer ces allocations.

§ 2. La situation pécuniaire du personnel visé à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, qui, sans faire partie des services du Gouvernement, appartient toutefois à un ministère, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique visée dans la loi du 21 mars 1991, à un organisme d'intérêt public, à un établissement d'utilité publique visé dans la loi du 27 juin 1921, à un organisme, un groupement ou à une association subventionnés par la Communauté française, à une personne morale de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1^o lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle, éventuellement majorée prévue au § 1^{er}, du présent article; lorsque l'employeur réclame le traitement, la Région wallonne rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toute autre allocation et indemnité calculées conformément aux dispositions qui sont applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorées, le cas échéant, des charges patronales;

2^o lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle tenant lieu de traitement prévue à l'article 6. Cette allocation ne peut toutefois dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, augmentée de l'allocation annuelle, éventuellement majorée, prévue au § 1^{er}, du présent article, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1^o lui seraient applicables.

Art. 9. Les membres du personnel de la cellule de Walcomfin visés à l'article 4, §§ 1^{er} et 2, bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de toute autre allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des services du Gouvernement.

Section 4. — Paiements des allocations et indemnités

Art. 10. § 1^{er}. Les indemnités et allocations prévues aux articles 6, 8, 9 et 13 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12^e du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément à la règle prévue par le statut pécuniaire du Code la Fonction publique.

§ 2. Les indemnités et allocations prévues aux articles 6, 8, 10 et 13 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Section 5. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 11. Le régime juridique des membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin visé à l'article 6, § 1^{er}, est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

Art. 12. Les dispositions visées à l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels sont applicables aux membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin.

Section 6. — Frais divers, utilisation de véhicule

Art. 13. § 1^{er}. En vue de l'octroi des indemnités pour frais de séjour et en matière de frais de parcours, l'assimilation des membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin aux grades de la hiérarchie administrative est établie comme suit :

- chef de projet coordinateur : fonctionnaire de rang A3;
- chef de projet adjoint : fonctionnaire de rang A4;
- économiste et juriste : fonctionnaires de rang A6 ou A5;
- secrétaire de direction et gradué en comptabilité : fonctionnaires de rang lié à l'échelle barémique leur attribuée.

Cette assimilation ne peut avoir pour effet de ranger dans une catégorie inférieure à celle correspondant à leur grade, les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin visés à l'article 8.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour est octroyée aux membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin en remplacement des chèques repas.

Le montant annuel de cette indemnité équivaut à celui fixé dans l'article 22, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon compte tenu des assimilations suivantes :

- chef de projet coordinateur : chef de cabinet adjoint;
- chef de projet adjoint : conseiller;
- autres membres du personnel : attaché ou personnel d'exécution.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être payée à due concurrence en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

§ 3. Les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation de la cellule peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre du Budget et des Finances et mentionnant les motifs de la dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et peut être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont le membre du personnel est revêtu.

Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin peuvent, par dérogation, bénéficier d'une contre-valeur financière équivalente à l'intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun entre le domicile et le lieu de travail moyennant, dans ce cas, une autorisation particulière délivrée par le Ministre du Budget et des Finances et mentionnant les motifs de la dérogation.

Cette contre-valeur financière est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

§ 5. Le chef de projet coordinateur est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement wallon et organismes d'intérêt public soumis au Code de la Fonction publique.

§ 6. Dans les limites des crédits budgétaires de l'équipe interne de Walcomfin, le Ministre du Budget et des Finances fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de la cellule qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le même Code de la Fonction publique pour les fonctionnaires auxquels ils sont assimilés. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 7. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais communication des membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1^{er}, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Section 7. — Fin de fonction et indemnités de départ des membres du personnel

Art. 14. Le Ministre du Budget et des Finances peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux membres du personnel suivant les conditions et les modalités reprises à l'article 25 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Art. 15. Une allocation forfaitaire de départ est octroyée aux membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin visés à l'article 6, § 1^{er}, conformément aux dispositions prévues par l'article 26, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Art. 16. Les dossiers individuels des membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin quittant la cellule sont transférés au Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire visé à l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, chargé d'en assurer la gestion administrative et pécuniaire.

Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel.

Section 8. — Dispositions relatives au budget et à l'utilisation des moyens

Art. 17. Délégation est accordée au chef de Cabinet du Ministre du Budget et des Finances pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.02 du programme 40.06 du budget général des dépenses de la Région wallonne relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, §§ 1^{er} et 2.

Art. 18. Délégation est accordée au chef de projet coordinateur de l'équipe interne de Walcomfin visé à l'article 4, § 1^{er}, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros hors T.V.A., pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base de classe 12 et 74 du programme 40.06 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 19. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets visé à l'article 16 est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à l'équipe interne de Walcomfin et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations alloués au personnel visé à l'article 4, §§ 1^{er} et 2.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou délégué imputable à l'allocation de base 11.02 du programme 40.06 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 20. Les dispositions qui précèdent n'ont pas pour effet de dessaisir l'ordonnateur primaire du pouvoir d'engager, d'approuver et d'ordonnancer toutes dépenses visées par le présent arrêté.

Art. 21. Un comptable extraordinaire est désigné parmi les membres du personnel de l'équipe interne de Walcomfin. Des avances de fonds lui sont consenties dans le respect des plafonds fixés dans le dispositif du budget général des dépenses de la Région wallonne pour les comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas 5.500 euros hors T.V.A.

Section 9. — Equipement et moyens de fonctionnement

Art. 22. Le Ministre du Budget et des Finances prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de l'équipe interne de Walcomfin de locaux, de mobiliers et d'équipements informatiques et bureautiques nécessaires à son fonctionnement. Les équipements peuvent être acquis ou loués dans les conditions énoncées à l'article 23.

Art. 23. Dans le respect des dispositions régissant les marchés publics, le chef de projet coordinateur de l'équipe interne propose au Ministre du Budget et des Finances les contrats de services, notamment en vue de s'assurer la collaboration de bureaux de consultants pour l'assister dans sa mission.

Il prépare le cas échéant les propositions d'achat qui seraient nécessaires en complément des moyens matériels visés à l'article 22.

Section 10. — Dispositions finales

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 18 janvier 2007.

Art. 25. Le Ministre du Budget et des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 18 janvier 2007.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,
M. DAERDEN

La Ministre de la Formation,
Mme M. ARENA

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ph. COURARD

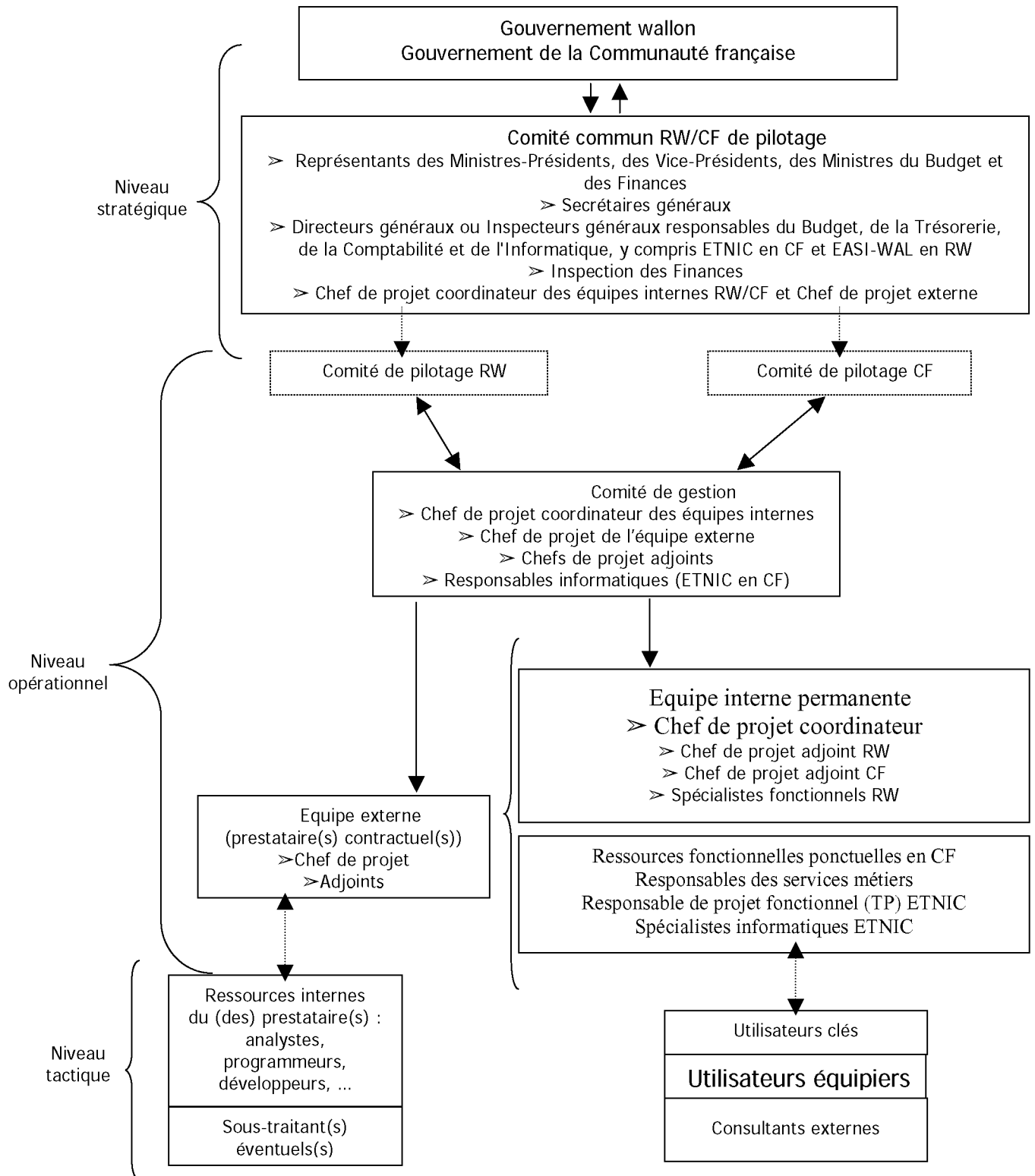
La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,
Mme M-D. SIMONET

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi et du Commerce extérieur,
J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,
Mme Ch. VIENNE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE : ORGANIGRAMME DE LA STRUCTURE DE PROJET DE WALCOMFIN



ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 577

[C — 2007/27021]

**18. JANUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung
zur Gründung des internen Teams Walcomfin der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, so wie abgeändert, insbesondere des Artikels 87, § 1;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und der Regionen, insbesondere der Artikel 50, § 2 und 71;

Aufgrund der am 17. Juli 1991 koordinierten Gesetze über die Staatsbuchführung;

Aufgrund des Gesetzes vom 16. Mai 2003 über die Festlegung der allgemeinen Bestimmungen betreffend den Haushalt, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie betreffend die Organisation der Kontrolle des Rechnungshofes anwendbar sind;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 18. März 2004 zur Verschiebung, was die Wallonische Region betrifft, des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festsetzung der allgemeinen Bestimmungen, die auf die Haushalte, die Kontrolle der Zuschüsse und die Buchführung der Gemeinschaften und Regionen sowie auf die Organisation der Kontrolle des Rechnungshofes anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2005 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

Aufgrund des am 4. Dezember 2006 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 4. Dezember 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 6. Dezember 2006 gegebenen Einverständnisses des Ministers des öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des am 22. Dezember 2006 aufgestellten Protokolls Nr. 473 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der regionalpolitischen Erklärung, in der die Einführung eines einzigen Buchhaltungs- und Haushaltsmodells für die Französische Gemeinschaft und die Wallonische Region mit den dadurch ausgelösten Auswirkungen in Sachen Datenverarbeitung vorgesehen wird;

In Erwägung des Fortschrittsstandes der Vorbereitungsarbeiten zur Reform der öffentlichen Buchführung, Walcomfin-Projekt genannt, und ihrer Übereinstimmung mit den wesentlichen Regeln des Europäischen Systems volkswirtschaftlicher Gesamtrechnungen auf nationaler und regionaler Ebene der Kommission (ESVG);

In Erwägung der Verpflichtung, Statistiken und Gesamtrechnungen gemäß der ESVG-Methode zu erstellen, und der Notwendigkeit, diese Berichterstattung zu automatisieren;

In Erwägung des baldigen Inkrafttretens des Gesetzes vom 16. Mai 2003 zur Festlegung der allgemeinen Bestimmungen, die auf die neue öffentliche Buchführung anwendbar sind;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, eine Begleitzelle einzurichten, um Walcomfin funktionsfähig zu machen, und ihr Personal und Mittel zur Verfügung zu stellen;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Abschnitt 1 — Gründung und Aufgaben

Artikel 1 - Bei der Wallonischen Regierung wird eine weiter unten «das interne Walcomfin-Team» genannte Zelle eingerichtet, die damit beauftragt ist, ihr bei der Einführung der neuen öffentlichen Buchführung in den allgemeinen Dienststellen der Region zu helfen.

Sie steht unter der direkten Aufsicht des Ministers des Haushalts und der Finanzen;

Die Wallonische Regierung wird den Zeitpunkt, an dem die Aufgabe der Zelle beendet ist, durch einen Erlass festsetzen.

Art. 2 - § 1. Das interne Walcomfin-Team gehört der mit der Durchführung des Projekts beauftragten Struktur an, deren Organisationsplan in der Anlage steht.

§ 2. Der das interne Walcomfin-Team koordinierende Projektleiter ist u.a. mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- a) Unterstützung bei der Einsetzung des internen Teams sowie dessen administrative und funktionelle Leitung;
- b) Festsetzung des Anwendungsbereichs der neuen öffentlichen Buchführung und der Leitlinien für die Vorbereitung der Dekrets- und Verordnungstexte sowie der Lastenhefte der öffentlichen Aufträge, unter denen das Lastenheft für den Erwerb des neuen EDV-Systems Walcomfin steht;
- c) Unterbreiten von Beschlussvorschlägen, Information und Berichterstattung in Bezug auf die Fortführung und die Entwicklung der verschiedenen Phasen des Projektablaufs bei den Führungsausschüssen;
- d) Durchführung der Beschlüsse der Führungsausschüsse;
- e) Suche nach Synergien zwischen der Wallonischen Region und der Französischen Gemeinschaft in allen mit dem Projekt verbundenen Bereichen und Förderung dieser Synergien;
- f) Vertretung der Wallonischen Regierung bei den Gesprächen, die ein gemeinsames Interesse für alle Teilgebiete des Belgischen Staates aufweisen, dies unter der direkten Aufsicht des Ministers des Haushalts und der Finanzen und im allgemeinen Rahmen der Reform der öffentlichen Buchführung;
- g) während der Phase der Einführung der Softwarelösung und gemäß den von den Führungsausschüssen für gültig erklärten strategischen und operativen Zielsetzungen, die Verantwortung für:

- die Erhaltung des Projektes in seinem vorbestimmten Perimeter;
- die Einhaltung des festgelegten Zeitplans – Planung und äußerste Frist;
- die Verwendung der Mittel und insbesondere die Überprüfung der Leistungen des externen Teams (Berater, «Integrierer», Entwickler) in Bezug auf die Vertragsklauseln;
- die Einberufung und die Führung der Versammlungen des mit der täglichen Führung des Projektes beauftragten Verwaltungsausschusses;
- die Bewältigung der problematischen Situationen;
- die spezifische Ausbildung in Bezug auf das neue System;
- das Management der Umwandlung.

§ 3. Unter der funktionellen Aufsicht und der Leitung des koordinierenden Projektleiters ist das interne Walcomfin-Team mit folgenden Aufgaben beauftragt:

- a) Abfassung der Vorentwürfe in Bezug auf die Gesetzgebung und die Verordnungen;
- b) Vorstudie im Hinblick auf die Auswahl der Verfahren in Sachen öffentliche Aufträge und Erstellen der Lastenhefte;
- c) Verrichtung der administrativen und juristischen Aufgaben sowie der Aufgaben in Sachen Information und Kontrolle, die für die Einführung des neuen Buchführungs- und Haushaltssystems in den Dienststellen notwendig sind;
- d) Abgabe von Empfehlungen und Veranstaltung von Aktivitäten im Hinblick auf das Management der Umwandlung;
- e) Organisation der für das neue System spezifischen Schulung und der Ausbildung im Bereich der Buchführung.

Art. 3 - Der koordinierende Projektleiter erstattet regelmäßig bei den Entscheidungsorganen des Walcomfin-Projekts und quartalsweise bei dem Minister des Haushalts und der Finanzen Bericht über die Durchführung der Aufgaben.

Abschnitt 2 — Zusammensetzung, Anwerbungs- und Benennungsmodalitäten

Art. 4 - § 1. Der koordinierende Projektleiter wird von der Wallonischen Regierung benannt.

§ 2. Zusätzlich zu dem in § 1 erwähnten koordinierenden Projektleiter besteht das Personal des internen Walcomfin-Teams aus:

- a) einem beigeordneten Projektleiter der Stufe 1;
- b) einem Juristen der Stufe 1;
- c) 1°) einem Wirtschaftswissenschaftler der Stufe 1 oder 2°) einem Graduierten in Buchführung der Stufe 2+;
- d) einem bzw. einer Direktionssekretär(in) der Stufe 2+.

§ 3. Folgende Personen können sich um die in § 2 erwähnten Stellen bewerben:

1° die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem Dekret vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, unterliegen;

2° die vertraglich eingestellten Mitglieder des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die dem vorerwähnten Dekret vom 22. Januar 1998 unterliegen, und einen zeitlich unbefristeten Vertrag haben.

In Ermangelung von Bewerbungen oder von angemessenen Bewerbungen unter den unter 1° und 2° erwähnten Personen kann außerhalb dieser Dienststellen angeworbenes Personal herangezogen werden.

Die in § 2 erwähnten Mitglieder des Personals des internen Walcomfin-Teams unterliegen einer Probezeit von sechs Monaten.

§ 4. Die in § 2 erwähnten Mitglieder des Personals des internen Walcomfin-Teams werden auf Vorschlag des in § 5 erwähnten Auswahlausschusses von der Wallonische Regierung benannt.

§ 5. Den Vorsitz des Ausschusses zur Auswahl der Bediensteten führt ein Vertreter des Ministers des Haushalts und der Finanzen; der Ausschuss besteht aus einem Vertreter des Minister-Präsidenten, einem Vertreter der Minister-Vizepräsidenten, einem Vertreter des Ministers des öffentlichen Dienstes, einem Finanzinspektor und dem in § 1 erwähnten Projektleiter, außer wenn dieser ersetzt wird; in diesem Fall wird der Ausschuss um eine Person erweitert, deren Sachverständigkeit im Bereich der öffentlichen Buchführung anerkannt ist.

Der Ausschuss stuft die Bewerber in zwei Kategorien ein, je nachdem sie für die Funktion geeignet sind oder nicht, und übermittelt dem Minister des Haushalts und der Finanzen die begründeten Ergebnisse dieser Einstufung.

Abschnitt 3 — Zuwendungen und Vergütungen

Art. 5 - Die Gehälter der von der Wallonischen Regierung benannten Personen gehen zu Lasten des Haushalts der Wallonischen Region.

Art. 6 - § 1. Es wird den Personalmitgliedern des internen Walcomfin-Teams, die dem Personal der Dienststellen der Wallonischen Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt geltende Zuwendung gewährt, die gemäß den weiter unten stehenden auf das Personal der Ministerien anwendbaren Gehaltsstufen festgesetzt wird:

- koordinierender Projektleiter: Stufe A3;
- beigeordneter Projektleiter: Stufe A4;
- Jurist und Wirtschaftswissenschaftler: Stufe A6 oder A5;
- Direktionssekretär(in) und Graduierte in Buchführung: Stufe B3, B2 oder B1.

Den in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitgliedern der Stufe 2+ wird eine zusätzliche Zuwendung gewährt, die den Kabinettszuwendungen entspricht, die in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung für ein Mitglied des Ausführungspersonals oder für einen Attaché vorgesehen sind.

§ 2. Die Personalmitglieder des internen Walcomfin-Teams haben Anspruch auf Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich aus Zwischenerhöhungen ergeben, die in der Stufe, in der ihre das Gehalt ersetzende Zuwendung festgelegt worden ist, vorgesehen sind. Das Besoldungsdienstalter, das ihnen gewährt werden kann, entspricht ihrem zusammengezählten gesamten Dienstalter im öffentlichen Sektor, dem ggf. die Dauer der im privaten Sektor erfüllten Leistungen bis höchstens 6 Jahre hinzugerechnet werden kann.

§ 3. Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister des Haushalts und der Finanzen berechtigt, die im vorliegenden Artikel erwähnten, als Gehalt geltenden Zuwendungen im Rahmen der dem internen Walcomfin-Team erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Art. 7 - § 1. Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personen, die die Eigenschaft eines Bediensteten, so wie sie in Artikel 4, § 3, 1° bestimmt wird, bereits besitzen, werden dem internen Walcomfin-Team gemäß Artikel 445 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes zur Verfügung gestellt.

§ 2. Die in Artikel 4, § 2 erwähnten Personen, die Mitglieder des Vertragspersonals im Sinne von Artikel 4, § 3, 2° sind, werden eine vertraglich festgelegte Aufhebung ihres unbefristeten Arbeitsvertrags gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge in Anspruch nehmen können, um sich dem internen Walcomfin-Team anzuschließen.

Art. 8 - § 1. Den Mitgliedern des Personals der Dienststellen der Regierung, die dem internen Walcomfin-Team zur Verfügung gestellt oder vorübergehend zugewiesen werden, wird eine zusätzliche Zuwendung gewährt, deren jährlicher Betrag in Artikel 12 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung festgesetzt ist und wie folgt bestimmt wird:

1° der in Artikel 4, § 1 erwähnte koordinierende Projektleiter: Zuwendung, die der für einen beigeordneten Kabinettschef vorgesehenen Zuwendung entspricht;

2° der in Artikel 4, § 2 erwähnte koordinierende beigeordnete Projektleiter: Zuwendung, die der für einen Berater vorgesehenen Zuwendung entspricht;

3° die in Artikel 4, § 2 erwähnten Bediensteten der Stufe 1; Zuwendung, die der für einen Attaché oder einen Privatsekretär vorgesehenen Kabinettszuwendung entspricht;

4° die anderen in Artikel 4, § 2 erwähnten Personalmitglieder: Zuwendung, die der für ein Mitglied des Ausführungspersonals oder einen Attaché vorgesehenen Zuwendung entspricht.

Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister des Haushalts und der Finanzen berechtigt, diese Zuwendungen im Rahmen der zu diesem Zweck dem internen Walcomfin-Team erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

§ 2. Die finanzielle Stellung der in Artikel 4, § 1 und § 2 erwähnten Personalmitglieder, die, ohne den Dienststellen der Regierung anzugehören, dennoch einem Ministerium, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Einrichtung, einem in dem Gesetz vom 21. März 1991 erwähnten öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer in dem Gesetz vom 2. Juni 21 erwähnten gemeinnützigen Einrichtung, einer auf der Grundlage des Artikels 1991 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen errichteten juristischen Person öffentlichen Rechts oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehene, ggf. erhöhte jährliche Zuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt die Wallonische Region der ursprünglichen Dienststelle die Besoldung des Personalmitglieds, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf dieses Mitglied innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Auszahlung des Gehalts aussetzt, erhält der Betroffene die als Gehalt geltende jährliche Zuwendung, die um die in Artikel 6 vorgesehene jährliche Zuwendung erhöht wird. Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als die Besoldung im weiteren Sinne, die um die eventuell erhöhte und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen jährliche Zuwendung im weiteren Sinne erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die unter Punkt 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

Art. 9 - Die in Artikel 4, § 1 und § 2 erwähnten Mitglieder des Personals des Walcomfin-Teams erhalten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen und jegliche weitere Zulage und Vergütung zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

Abschnitt 4 — Zahlung der Zuwendungen und Vergütungen

Art. 10 - § 1. Die in Artikeln 6, 8, 9 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12el des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie gemäß der von dem Besoldungsstatut des Kodex des öffentlichen Dienstes vorgesehenen Regelung in Dreißigsteln ausgezahlt.

§ 2. Die in den Artikeln 6, 8, 10 und 13 vorgesehenen Vergütungen und Zuwendungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Abschnitt 5 — Rechtslage und sonstige statutmäßige Bestimmungen

Art. 11 - Die Rechtslage der in Artikel 6, § 1 erwähnten Personalmitglieder des internen Walcomfin-Teams ist statutarischer Art und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist nicht anwendbar. Sie sind jedoch dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates unterworfen.

Art. 12 - Die in Artikel 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten Bestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der statutarischen und Vertragspersonalmitglieder finden Anwendung auf die Personalmitglieder des internen Walcomfin-Teams.

Abschnitt 6 — Verschiedene Kosten, Fahrzeugbenutzung

Art. 13 - § 1. Im Hinblick auf die Gewährung von Vergütungen für Aufenthaltskosten und Fahrtkosten wird die Gleichstellung der Personalmitglieder des internen Walcomfin-Teams mit den Dienstgraden der Verwaltungshierarchie wie folgt vorgenommen:

- koordinierender Projektleiter: Beamter der Stufe A3;
- beigeordneter Projektleiter: Beamter der Stufe A4;
- Wirtschaftswissenschaftler und Jurist: Beamte der Stufe A6 oder A5;
- Direktionssekretär und Graduierte in Buchführung: Beamte der Stufe, die mit der Gehaltsstufe, die ihnen gewährt ist, verbunden ist.

Diese Gleichstellung darf nicht zur Folge haben, dass die in Artikel 8 erwähnten Personalmitglieder des internen Walcomfin-Teams einer Kategorie zugeordnet werden, die unter der ihrem Grad entsprechenden Kategorie liegt.

§ 2. Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten wird den Personalmitgliedern des internen Walcomfin-Teams anstelle der Essengutscheine gewährt.

Der jährliche Betrag dieser Vergütung entspricht dem Betrag, der in Artikel 22, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juni 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung festgesetzt ist, dies unter Berücksichtigung der folgenden Gleichstellungen:

- koordinierender Projektleiter: beigeordneter Kabinettschef;
- beigeordneter Projektleiter: Berater;
- andere Personalmitglieder: Attaché oder Ausführungspersonal.

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

§ 3. Die Mitglieder des Personals des internen Walcomfin-Teams, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts der Zelle befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem Minister des Haushalts und der Finanzen ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und kann jeden Monat zu verlängern. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad des Bediensteten bestimmt.

Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass er in eine Abonnementsklasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 4. Die Mitglieder des Personals des internen Walcomfin-Teams können ausnahmsweise einen finanziellen Gegenwert erhalten, der der Beteiligung des Arbeitgebers an den Kosten für die öffentlichen Verkehrsmittel zwischen Wohnsitz und Arbeitsplatz entspricht unter Vorbehalt einer in diesem Fall von dem Minister des Haushalts und der Finanzen ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden.

Dieser finanzielle Gegenwert wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

§ 5. Der koordinierende Projektleiter ist befugt, unter den Bedingungen, die für die dem Kodex des öffentlichen Dienstes unterworfenen Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstreisen zu benutzen.

§ 6. Im Rahmen der Haushaltsmittel des internen Walcomfin-Teams bestimmt der Minister des Haushalts und der Finanzen die individuelle Kilometeranzahl, die den sonstigen Personalmitgliedern der Zelle, die erlaubt werden können, unter den in demselben Kodex des öffentlichen Dienstes für die Beamten, denen sie gleichgestellt werden, vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu benutzen, jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12.000 km pro Jahr pro Berechtigten nicht überschreiten. Die Rückzahlung kann nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung erfolgen, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten aus Dienstgründen stattgefunden haben, beigefügt werden.

§ 7. Die Modalitäten in Bezug auf den Erwerb und die Verwendung der Funktions- und Dienstfahrzeuge, die Modalitäten in Bezug auf die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der Mitglieder des Personals des internen Walcomfin-Teams werden durch das in Artikel 1, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnte Rundschreiben der Wallonischen Regierung geregelt.

Abschnitt 7 — Ende des Amtes und Abgangsentschädigungen für die Personalmitglieder

Art. 14 - § 1. Der Minister des Haushalts und der Finanzen kann den Personalmitgliedern eine pauschale Abgangsentschädigung gemäß den in Artikel 25 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten Bedingungen und Modalitäten gewähren.

Art. 15 - Eine pauschale Abgangsentschädigung wird den in Artikel 6, § 1 erwähnten Mitgliedern des Personals des internen Walcomfin-Teams gemäß den in Artikel 26, § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Bestimmungen gewährt.

Art. 16 - Die Personalakten der Mitglieder des Personals des internen Walcomfin-Teams, die die Zelle verlassen, werden der in Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten ständigen Dienststelle zur Unterstützung bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten übermittelt.

Unter Personalakte versteht man die gesamten Unterlagen betreffend die in Ausführung der Verwaltungs- und Besoldungsverwaltung des Personalmitglieds vorgenommenen Handlungen.

Abschnitt 8 — Bestimmungen bezüglich des Haushalts und der Verwendung der Mittel

Art. 17 - Dem Kabinettschef des Ministers des Haushalts und der Finanzen wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.02 des Programms 40.06 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region bezüglich der dem in Artikel 4, § 1 und 2 erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen anrechenbar ist.

Art. 18 - Dem in Artikel 4, § 1 erwähnten, das Walcomfin-Team koordinierenden Projektleiter wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe in Höhe von höchstens 5.500 Euro ohne MwSt einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die Basiszuwendungen der Klassen 12 und 74 des Programms 40.06 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist.

Art. 19 - § 1. Die in Artikel 16 erwähnte ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird mit der administrativen Unterstützung des internen Walcomfin-Teams in Sachen Personal und mit der Verwaltung der dem in Artikel 4, § 1 und 2 erwähnten Personal gewährten Gehälter, Entschädigungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2. Dem für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten zuständigen Berater wird Vollmacht erteilt, um jede durch den ersten Anweisungsbefugten oder seinen Beauftragten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 11.02 des Programms 40.06 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist.

Art. 20 - Die vorherigen Bestimmungen bewirken nicht, dass dem ersten Anweisungsbefugten die Befugnis entzogen wird, alle im vorliegenden Erlass erwähnten Ausgaben einzugehen, zu genehmigen und zur Zahlung anzuordnen.

Art. 21 - Ein außerordentlicher Rechnungsführer wird unter den Mitgliedern des Personals des internen Walcomfin-Teams bezeichnet. Geldvorschüsse werden ihm unter Einhaltung der im Wortlaut des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für die außerordentlichen Rechnungsführer des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen festgesetzten Höchstbetragsgrenzen gewährt, um Forderungen bis zu 5.500 Euro ohne MwSt zu zahlen.

Abschnitt 9 — Ausrüstung und Betriebsmittel

Art. 22 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen trifft die nützlichen Maßnahmen, damit Räumlichkeiten, Mobiliar und die EDV- und Büroausrüstungen, die zur Betriebsfähigkeit des internen Walcomfin-Teams notwendig sind, ihm zur Verfügung gestellt werden. Die Ausrüstungen können unter den in Artikel 23 angeführten Bedingungen gekauft bzw. gemietet werden.

Art. 23 - Unter Einhaltung der für die öffentlichen Aufträge geltenden Bestimmungen schlägt der das interne Team koordinierende Projektleiter dem Minister des Haushalts und der Finanzen die Dienstleistungsverträge vor, insbesondere, um sich die Mitwirkung der Beratungsbüros zur Unterstützung seiner Aufgabe zu sichern.

Er bereitet gegebenenfalls die Vorschläge in Bezug auf Anschaffungen, die zusätzlich zu den in Artikel 22 erwähnten materiellen Mitteln notwendig wären.

Abschnitt 10 — Schlussbestimmungen

Art. 24 - Der vorliegende Erlass tritt am 18. Januar 2007 in Kraft.

Art. 25 - Der Minister des Haushalts und der Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 18. Januar 2007

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,
M. DAERDEN

Die Ministerin der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ph. COURARD

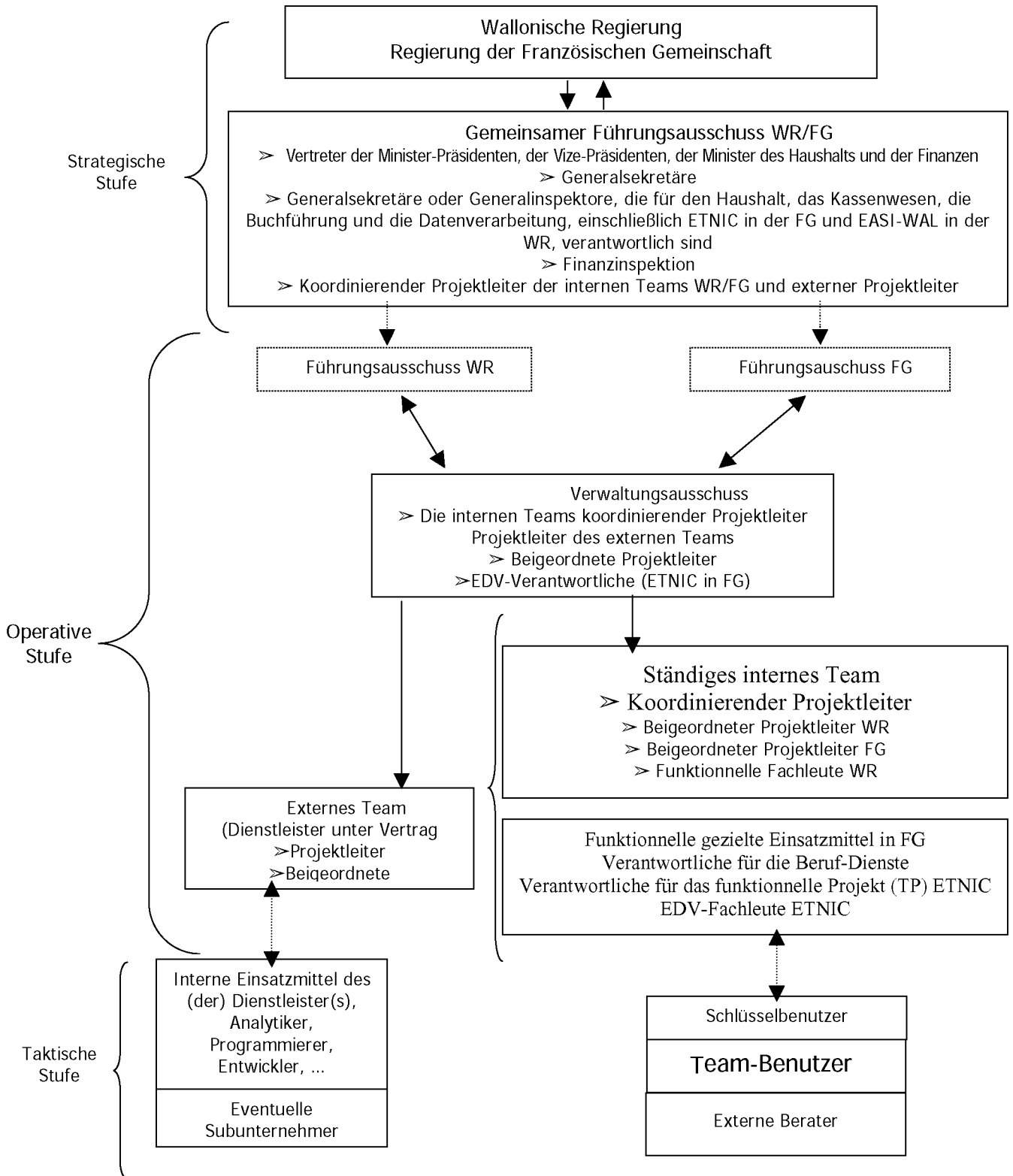
Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung und des Außenhandels
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,
Frau Ch. VIENNE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE: ORGANISATIONSPLAN DER STRUKTUR DES WALCOMFIN-PROJEKTS



VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 577

[C — 2007/27021]

**18 JANUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van het interne Walcomfin-team van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op artikel 50, § 2, en 71;

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991;

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 maart 2004 houdende, voor wat het Waals Gewest betreft, uitstel van de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2006 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 december 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 december 2006;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 6 december 2006;

Gelet op protocol nr. 473 van Sectorcomité XVI, opgesteld op 22 december 2006;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op de gewestelijke beleidsverklaring die voorziet in de invoering van één enkel boekhoudkundig en begrotingsmodel voor de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest, met de implicaties ervan op informaticagebied;

Gelet op de vordering van de voorbereidende werkzaamheden inzake de hervorming van de overheidsboekhouding, Walcomfin-project genaamd, en op de overeenstemming ervan met de voornaamste regels van het Europees stelsel van economische rekeningen (ESER);

Gelet op de verplichting om statistieken en rekeningen op te stellen volgens de ESER-methodologie en op de noodzaak om de rapportering ervan te automatiseren;

Gelet op de nakende inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen van de nieuwe overheidsboekhouding;

Overwegende dat er een stafcel opgericht dient te worden om Walcomfin operationeel te maken en personeel en middelen ter beschikking te stellen;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — Oprichting en opdrachten

Artikel 1. Artikel 1. Er wordt bij de Waalse Regering een cel opgericht, hierna het interne Walcomfin-team genoemd, dat de opdracht krijgt om eerstgenoemde bij te staan bij de invoering van de nieuwe overheidsboekhouding in de algemene diensten van het Gewest.

De cel wordt onder het rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en Financiën geplaatst.

De Waalse Regering beslist bij besluit over de datum van opheffing van de cel.

Art. 2. § 1. Het interne Walcomfin-team maakt deel uit van de uitvoerende structuur van het project waarvan het organogram in de bijlage opgenomen is.

§ 2. De coördinerend projectleider van het interne Walcomfin-team is onder meer belast met volgende bijzondere opdrachten :

a) de bijstand bij de invoering van het interne team en bestuurlijke en functionele leiding erover;

b) de vaststelling van het toepassingsgebied van de nieuwe overheidsboekhouding en van de richtsnoeren voor de voorbereiding van de decreet- en regelgevende teksten en van de bestekken van de overheidsopdrachten, w.o. die voor de aankoop van het nieuwe computersysteem Walcomfin;

c) het voorstellen van beslissingen, de informatieverstrekking en de rapportering aan de stuurgroepen over de opvolging en de evolutie van de verschillende fasen in de vordering van het project;

d) de uitvoering van de beslissingen van de stuurgroepen;

e) het zoeken naar en het aanmoedigen tot synergieën tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap op alle gebieden die het project aanbelangen;

f) de vertegenwoordiging, onder rechtstreeks gezag van de Minister van Begroting en Financiën en in het algemeen verband van de hervorming van de overheidsboekhouding, van de Waalse Regering bij de besprekingen die van belang zijn voor alle deelgebieden van de Belgische Staat;

g) bij de integratiefase van de softwareoplossing en in functie van de door de stuurgroepen goedgekeurde strategische en operationele doelstellingen, de verantwoordelijkheid :

- voor de handhaving van het project binnen het bepaalde werkveld;
- voor de naleving van het vastgestelde tijdschema – planning en eindtermijn;
- voor de aanwending van het budget en, meer bepaald, de toetsing van de prestaties van het externe team (adviseur, integrator, ontwikkelaar) aan de contractuele clausules;
- voor de bijeenroeping en het voeren van de vergaderingen van het beheersomité belast met het dagelijks beheer van het project;
- voor het beheer van de problematische situaties;
- voor de specifieke opleiding in het nieuwe systeem;
- voor het veranderingsmanagement.

§ 3. Onder het functionele gezag en de leiding van de coördinerend projectleider zijn de algemene opdrachten van het interne Walcomfin-team de volgende :

- a) het opstellen van de voorontwerpen van wet- en regelgevingen;
- b) het voorafgaandelijk onderzoek met betrekking tot de keuze van de procedures inzake overheidsopdrachten en de uitwerking van de bestekken;
- c) het uitvoeren van de bestuurlijke, juridische, informatieverstreckende en controlerende taken nodig voor de invoering van het nieuwe boekhoud- en begrotingsstelsel in de diensten;
- d) het maken van aanbevelingen en het bezielen van activiteiten i.v.m. het veranderingsmanagement;
- e) de organisatie van de specifieke opleiding voor het nieuwe instrument en de opleiding in boekhouden.

Art. 3. De coördinerend projectleider brengt periodiek verslag uit over de uitvoering van de taken aan de beslissingsorganen van het Walcomfin-project en elk kwartaal aan de Minister van Begroting en Financiën.

Afdeling 2. — Samenstelling, aanwervingen en aanwijzing

Art. 4. § 1. De coördinerend projectleider wordt door de Waalse Regering aangewezen.

§ 2. Naast de coördinerend projectleider bedoeld in § 1 bestaat het personeel van het interne Walcomfin-team uit :

- a) een adjunct-projectleider van niveau 1;
- b) een jurist van niveau 1;
- c) 1°) een econoom van niveau 1 of 2°) een gegradueerde in de boekhouding van niveau 2+;
- b) een directiesecretaris (-secretaresse) van niveau 2+.

§ 3. Er kan voor de betrekkingen bedoeld in § 2 gesolliciteerd worden door :

1° de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering of de openbare instellingen onderworpen aan het decreet van 22 januari 1998 betreffende het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

2° de contractuele personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering of de openbare instellingen onderworpen aan voornoemd decreet van 22 januari 1998 die een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur hebben.

Bij gebrek aan kandidaturen of zijn onder de personen bedoeld onder 1° en 2° kan er extern personeel worden aangeworven.

De personeelsleden van het interne Walcomfin-team bedoeld in § 2 doorlopen een proefperiode van zes maanden.

§ 4. De personeelsleden van het interne Walcomfin-team bedoeld in § 2 worden door de Waalse Regering aangewezen op de voordracht van de selectiecommissie bedoeld in § 5.

§ 5. De commissie voor de selectie van de personeelsleden wordt voorgezeten door een vertegenwoordiger van de Minister van Begroting en Financiën en bestaat uit een vertegenwoordiger van de Minister-President, een vertegenwoordiger van de Vice-Minister-Presidenten, een vertegenwoordiger van de Minister van Ambtenarenzaken, een Inspecteur van Financiën en van de projectleider bedoeld in § 1, behalve indien laatstgenoemde vervangen wordt; in dat geval wordt de commissie uitgebreid met een persoon die erkend is voor zijn bevoegdheden inzake overheidsboekhouding.

De commissie brengt de kandiderende personen in twee categorieën onder naar gelang ze al dan niet geschikt zijn en maakt haar rangschikking over aan de Minister van Begroting en Financiën.

Afdeling 3. — Toelagen en vergoedingen

Art. 5. De wedden van de door de Waalse Regering aangestelde personen zijn ten laste van de begroting van het Waalse Gewest.

Art. 6. § 1. Er wordt aan de personeelsleden van het interne Walcomfin-team die niet deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Waalse Regering of, meer in het algemeen, van een overheidsdienst, een als wedde geldende toelage toegewezen die vastgesteld is in volgende weddeschalen geldend voor het personeel der Ministeries :

- coördinerend projectleider : schaal A3;
- adjunct-projectleider : schaal A4;
- jurist en econoom : schaal A6 of A5;
- directiesecretaris (-secretaresse) en geïnduceerde in de boekhouding : schaal B3, B2 of B1.

De personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 4, § 2, komen in aanmerking voor een bijkomende toelage die gelijkstaat aan de kabinetstoelagen bepaald voor een uitvoerend personeelslid of voor een attaché in artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

§ 2. De personeelsleden van het interne Walcomfin-team ontvangen de tussenwedden die overeenstemmen met trappen in verband met de geldelijke anciënniteit en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen bepaald in de schaal waarin hun als wedde geldende toelage is vastgesteld. De verdiende geldelijke anciënniteit die hen kan worden toegekend stemt overeen met de gecumuleerde anciënniteit die ze in overheidsdienst verworven hebben, in voorkomend geval vermeerderd met de duur van de prestaties die ze in de privé-sector geleverd hebben, ten belope van maximum zes jaar.

§ 3. Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister van Begroting en Financiën mits instemming van de Minister-President binnen de perken van de begrotingskredieten toegekend aan het interne Walcomfin-team de als wedde geldende toelagen waarvan sprake in dit artikel verhogen.

Art. 7. § 1. De personen bedoeld in artikel 4, § 2, die reeds de hoedanigheid hebben van personeelslid zoals omschreven in artikel 4, § 3, 1°, worden ter beschikking gesteld van het interne Walcomfin-team overeenkomstig artikel 445 van de Waalse Ambtenarencode.

§ 2. De personen bedoeld in artikel 4, § 2, die contractueel personeelslid zijn zoals omschreven in artikel 4, § 3, 2°, kunnen, om deel uit te maken van het interne Walcomfin-team, een conventionele schorsing van hun arbeidsovereenkomst met onbepaalde duur genieten overeenkomstig de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten.

Art. 8. § 1. De personeelsleden van de diensten van de Regering die ter beschikking worden gesteld van of gedetacheerd worden in het interne Walcomfin-team komen in aanmerking voor een bijkomende toelage waarvan het jaarlijks bedrag vastgesteld is in artikel 12 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, en bepaald is als volgt :

1° de coördinerende projectleider bedoeld in artikel 4, § 1 : een toelage die gelijk is aan de toelage bepaald voor een adjunct-kabinetschef;

2° de adjunct-projectleider bedoeld in artikel 4, § 2 : een toelage die gelijk is aan de toelage bepaald voor een adviseur;

3° de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2 : een toelage die gelijk is aan de kabinetstoelage bepaald voor een attaché of een bijzonder secretaris;

4° de andere personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2 : een toelage die gelijk is aan de toelage bepaald voor een uitvoerend personeelslid of een attaché;

§ 3. Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister van Begroting en Financiën mits instemming van de Minister-President binnen de perken van de begrotingskredieten toegekend aan het interne Walcomfin-team die toelagen verhogen.

§ 2. De bezoldiging van het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2 dat zonder deel uit te maken van de Regeringsdiensten evenwel ressorteert onder een ministerie, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een openbaar bedrijf bedoeld in de wet van 21 maart 1991, een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut bedoeld in de wet van 27 juni 1921, een instelling, groepering of vereniging die gesubsidieerd worden door de Franse Gemeenschap, een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen of een gesubsidieerde onderwijsinstelling, wordt geregeld als volgt :

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, verkrijgt de betrokkene de in § 1 van dit artikel bedoelde, eventueel verhoogde jaarlijkse toelage; indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt het Waalse Gewest de wedde van het personeelslid terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, krijgt de betrokkene de in artikel 6 bedoelde als wedde geldende toelage. Die toelage mag evenwel noch hoger noch lager zijn dan de wedde in ruime zin, vermeerderd met de in § 1 van dit artikel bepaald, eventueel verhoogde jaarlijkse toelage die de betrokkene zou genieten indien de onder 1° bedoelde bepalingen voor hem zouden gelden.

Art. 9. De personeelsleden van de Walcomfin-cel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie en op elke andere toelage en vergoeding tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

Afdeling 4. — Betaling van toelagen en vergoedingen

Art. 10. § 1. De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 6, 8, 9 en 13 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12 van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij uitbetaald in dertigsten, overeenkomstig de regel bedoeld in de bezoldigingsregeling van de Waalse Ambtenarencode.

§ 2. De in de artikelen 6, 8, 10 en 13 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Afdeling 5. — Rechtsstelsel en andere statutaire bepalingen

Art. 11. Het rechtsstelsel van de in artikel 6, § 1, bedoelde personeelsleden van het interne Walcomfin-team is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze zijn echter onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

Art. 12. De bepalingen bedoeld in artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden zijn van toepassing op de personeelsleden van het interne Walcomfin-team.

Afdeling 6. — Diverse kosten, wagegebruik

Art. 13. § 1. Met het oog op het toekennen van verblijfkosten- en reiskostenvergoedingen wordt de gelijkstelling van de personeelsleden van het interne Walcomfin-team met de graden van de administratieve hiërarchie als volgt vastgesteld :

- coördinerend projectleider : ambtenaar van rang A3;
- adjunct-projectleider : ambtenaar van rang A4;
- economist en jurist : ambtenaren van rang A6 of A5;
- directiesecretaris (-secretaresse) en gegradueerde boekhouding : ambtenaren van de rang verbonden aan de hen toegekende weddeschaal.

Deze gelijkstelling mag niet inhouden dat de in artikel 8 bedoelde personeelsleden van het interne Walcomfin-team ingedeeld worden in een lagere categorie dan die welke overeenstemt met hun graad.

§ 2. Het personeel van het interne Walcomfin-team kan ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten.

Het jaarlijks bedrag van die vergoeding is gelijk aan dat vastgesteld in artikel 22, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, rekening houdend met volgende gelijkstellingen :

- coördinerend projectleider : adjunct-kabinetschef ;
- adjunct-projectleider : adviseur ;
- andere personeelsleden : attaché of uitvoerend personeel.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiseerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid.

§ 3. De personeelsleden van het interne Walcomfin-team van wie de woonplaats en de administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van de cel liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de Minister van Begroting en Financiën en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt. Die maatregel mag niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 4. De personeelsleden van het interne Walcomfin-team kunnen bij wijze van afwijkingsmaatregel, een financiële tegenwaarde genieten die gelijkwaardig is met de tegemoetkoming van de werkgever in de kosten voor openbaar vervoer tussen de woonplaats en de werkplek, mits, in dat geval, een bijzondere toelating afgeleverd door de Minister van Financiën en Begroting, waarbij de redenen voor de afwijking worden vermeld.

Deze financiële tegenwaarde geldt slechts voor één maand en moet maandelijks worden verlengd.

§ 5. De coördinerend projectleider wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig te gebruiken wegens dienstreizen onder de voorwaarden waarin is voorzien voor de personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering en van de instellingen van openbaar nut onderworpen aan de Waalse Ambtenarencode.

§ 6. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het interne Walcomfin-team bepaalt de Minister van Begroting en Financiën het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van de cel die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken in het belang van de dienst onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien bij dezelfde Waalse Ambtenarencode voor de ambtenaren met wie ze zijn gelijkgesteld. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12.000 km per jaar per begunstigde. De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldvorderingsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken waaruit de verplaatsingen om dienstredenen blijken.

§ 7. De nadere regels voor de aankoop en het gebruik van ambts- en dienstvoertuigen, de nadere regels voor de bijdrage in de abonnementskosten voor het vaste en het mobiele telefoonnetwerk, fax en internet en de communicatiekosten van de personeelsleden van het interne Walcomfin-team worden geregeld bij de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

Afdeling 7. — Ambtsneerlegging en vertrektoelagen van de personeelsleden

Art. 14. De Minister van Begroting en Financiën kan een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personeelsleden volgens de voorwaarden en de nadere regels bedoeld in artikel 25 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, rekening houdend met volgende gelijkstellingen.

Art. 15. Er wordt een forfaitaire vertrektoelage toegekend aan de personeelsleden van het interne Walcomfin-team bedoeld in artikel 6, § 1, overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

Art. 16. De individuele dossiers van de personeelsleden van het interne Walcomfin-team die de cel verlaten worden overgemaakt aan de vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden bedoeld in artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, belast met het administratieve en geldelijke beheer.

Onder individueel dossier dient men alle documenten te verstaan die betrekking hebben op de akten genomen ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van het personeelslid.

Afdeling 8. — Bepalingen betreffende de begroting en de aanwending van de middelen

Art. 17. Er wordt aan de kabinetschef van de Minister van Begroting en Financiën een machtiging verleend om elke uitgave die toerekenbaar is op basisallocatie 11.02 van programma 40.06 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest die betrekking heeft op de vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2, van dit besluit, vast te leggen en goed te keuren.

Art. 18. Er wordt aan de coördinerend projectleider van het interne Walcomfin-team bedoeld in artikel 4, § 1, tot en met een bedrag van 5.500 euro, BTW niet meegerekend, een machtiging verleend om elke uitgave die toerekenbaar is op de basisallocaties 4 van klasse 12 en 74 van programma 40.06 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest, vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 19. §1^{er}. De vaste hulpdienst in administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten bedoeld in artikel 16 is belast met de administratieve bijstand in personeelsaangelegenheden aan het interne Walcomfin-team en met de loonadministratie voor de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, §§ 1 en 2.

§ 2. Er wordt aan de adviseur verantwoordelijk voor de hulpdienst in administratieve en geldelijke aangelegenheden een machtiging verleend om elke uitgave vastgelegd door de primaire of gemachtigde ordonnateur toerekenbaar op basisallocatie 11.02 van programma 40.06 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest te ordonnanceren.

Art. 20. Voorgaande bepalingen hebben niet als gevolg dat de primaire ordonnateur uit zijn bevoegdheid ontheven wordt om alle uitgaven bedoeld bij dit besluit vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren.

Art. 21. Er wordt een buitengewoon rekenplichtige aangewezen onder de personeelsleden van het interne Walcomfin-team. Er worden hem voorschotten verleend met inachtneming van de maximumbedragen vastgesteld in het beschikkende gedeelte van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer ter betaling van de schuldvorderingen die 5.500 euro, BTW niet meegerekend, niet overschrijden.

Afdeling 9. — Uitrusting en werkmiddelen

Art. 22. De Minister van Begroting en Financiën treft alle nuttige maatregelen om lokalen, meubilair en computer- en kantoorautomatiseringsuitrustingen nodig voor de werking ervan ter beschikking te stellen van het interne Walcomfin-team. De uitrustingen kunnen aangekocht of gehuurd worden in de voorwaarden verwoord in artikel 23.

Art. 23. Met inachtneming van de bepalingen ter regeling van de overheidsopdrachten stelt de coördinerend projectleider van het interne team de dienstverleningscontracten voor aan de Minister van Begroting en Financiën, meer bepaald om de samenwerking met de adviseursbureau die hem bijstaan in zijn opdracht te waarborgen.

Hij bereidt in voorkomend geval de aankoopvoorstellen voor die nodig zouden zijn ter aanvulling van de materiële middelen bedoeld in artikel 22.

Afdeling 10. — Slotbepalingen

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 18 januari 2007.

Art. 25. De Minister van Begroting en Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 18 januari 2007.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,

M. DAERDEN

De Minister van Vorming,

Mevr. M. ARENA

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M-D. SIMONET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en Buitenlandse Handel,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke-Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme

B. LUTGEN

BIJLAGE ORGANOGRAM VAN DE STRUCTUUR VAN HET WALCOMFIN-PROJECT

